

Recompositions islamistes sunnites et polarisation confessionnelle dans le Yémen en guerre

Laurent Bonnefoy, Abdulsalam al-Rubaidi

DANS **CRITIQUE INTERNATIONALE** 2018/1 N° 78, PAGES 85 À 103
ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 1290-7839

ISBN 9782724635386

DOI 10.3917/crui.078.0085

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2018-1-page-85?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Recompositions islamistes sunnites et polarisation confessionnelle dans le Yémen en guerre

par Laurent Bonnefoy et Abdulsalam al-Rubaidi

Les causes du conflit yéménite sont multiples et font l'objet de bien des débats. La date du déclenchement des hostilités elle-même varie selon les points de vue des acteurs engagés qui la fixent tantôt à la prise de contrôle de Sanaa par la rébellion houthiste le 21 septembre 2014, tantôt aux premiers bombardements de la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite le 26 mars 2015¹. Les partisans du pouvoir se disant légitime du président Abderabuh Mansur Hadi affirment que l'offensive armée, ou « coup d'État », des rebelles sur la capitale en septembre 2014 puis sur Aden au début de l'année 2015 a constitué une véritable déclaration de guerre qui a conduit, à la demande expresse du président Hadi, à l'engagement armé de la coalition régionale dans le but de préserver le processus constitutionnel entamé dans la foulée du « Printemps yéménite » de 2011. Dans la logique de ce récit (*narrative*), les bombardements de l'opération « Tempête

1. La géométrie de la coalition a été variable et opaque, impliquant une dizaine de pays dont ceux du Conseil de coopération du Golfe (à l'exception d'Oman), le Soudan, la Jordanie, le Maroc et l'Égypte. Le Pakistan, initialement membre, s'est immédiatement retiré à la suite d'un vote de son Parlement. La Turquie n'a eu, selon toute vraisemblance, qu'un engagement minimal, tandis que certains pays africains (le Sénégal, la Centrafrique) ont discrètement fourni des mercenaires. En juin 2017, l'ostracisation politique du Qatar décidée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis a conduit à son retrait de la coalition dont la direction est assurée par ces deux États.

décisive » auraient sauvé le pays de la mainmise totale d'un groupe politico-religieux perçu comme l'agent des ambitions régionales de l'Iran et de la diffusion offensive d'un chiisme maquillé en zaydisme².

Pour les houthistes et leurs soutiens, au contraire, c'est bien l'ingérence étrangère des pays du Golfe, qu'ils qualifient d'agression, qui a marqué le début d'un conflit aux ramifications régionales et internationales dont l'objectif est d'affaiblir le Yémen et d'imposer la domination d'un islam sunnite, dit wahhabite, que les houthistes considèrent comme illégitime.

La phase historique entamée avec le « Printemps yéménite » a ainsi contribué à redéfinir, en les simplifiant à l'extrême, les termes de la confrontation entre élites politiques et religieuses à partir d'enjeux identitaires et géopolitiques construits et nourris par les acteurs régionaux notamment. Ce processus (qui a une évidente dimension performative) concerne tout particulièrement les acteurs islamistes qui ont recours de façon privilégiée aux ressources de la culture musulmane dans sa composante historique et symbolique sunnite. Qu'ils soient belligérants ou bien responsables politiques ou clercs restés hors des combats (parfois même installés hors du Yémen), ces acteurs alimentent et forgent, par leurs discours et leurs actions, des représentations du conflit qui s'imposent largement aussi bien au sein de la population yéménite que parmi les observateurs étrangers.

Dans l'espace où ils évoluent s'affrontent des groupes, partis, milices et oulémas qui soit appartiennent aux Frères musulmans, soit sont proches des salafis quiétistes, des soufis ou des mouvements jihadistes. Leur but est de capter et de monopoliser des ressources politiques, financières, guerrières ou symboliques, notamment les subsides versés par les États du Golfe, les armes fournies aux milices salafies, la gestion de territoires ou de lieux de culte ainsi que l'accès à des médias transnationaux. Cet espace constitue un champ politico-religieux distinct de celui où ces acteurs islamistes s'opposent aux clercs et entrepreneurs identitaires zaydites. C'est un usage lâche du concept de « champ » auquel nous avons recours ici.

Le débat relatif au récit de la guerre n'est pas neutre. Il rend compte d'enjeux identitaires particulièrement prégnants qui structurent de façon croissante le conflit autour de la polarisation confessionnelle (comprise comme le processus

2. Le zaydisme est une branche minoritaire du chiisme (distincte donc de la branche dite duodécimaine) présente dans les hautes terres du Yémen. Il se caractérise par un dogme et une jurisprudence proches du sunnisme, et par un régime politique, l'imamat, qui a régné sur tout ou partie du Yémen pendant plus d'un millénaire, jusqu'en 1962. Le zaydisme accorde une place fondamentale aux descendants du Prophète Muhammad, les hachémides, que cette doctrine, dans son acception traditionnelle, tient pour les seuls prétendants au commandement politique et religieux. Un processus de renouveau, entamé dans les années 1980, a conduit à une revalorisation de cette identité portée, dans le contexte républicain, par des intellectuels puis par un mouvement de rébellion, les houthistes (du nom de leurs dirigeants, Husayn al-Houthi puis son frère Abdulmalik, issus d'une famille hachémite). Le conflit armé qui a opposé les houthistes, dont le nom officiel est Ansar Allah (partisans de Dieu), à l'État yéménite de 2004 à 2010 s'est soldé par plusieurs dizaines de milliers de morts dans la région septentrionale de Saada. Samy Dorlian, *La mouvance zaydite dans le Yémen contemporain*, Paris, L'Harmattan, 2013 ; Marieke Brandt, *Tribes and Politics in Yemen: A History of the Houthis Conflict*, Londres, Hurst, 2017 ; Laurent Bonnefoy, « La guerre de Sa'ada : des singularités yéménites à l'agenda international », *Critique internationale*, 48, 2010, p. 137-159.

de construction d'une opposition ferme et irréconciliable entre des référents identitaires binaires sunnites ou chiites). Dès lors, les identités collectives et leurs frontières respectives, largement évolutives, non seulement apparaissent comme régies par des mécanismes d'auto-attribution mais aussi et surtout s'affirment et se figent dans l'interaction.

En 2011, Christophe Jaffrelot a dirigé pour *Critique internationale* un dossier dont la démarche comparative permettait de comprendre combien la compétition électorale constitue un moment privilégié de « fabrique des identités »³. Quant à Fredrik Barth et ses collègues, ils ont démontré que la confrontation joue un rôle clé dans ces mêmes processus de construction identitaire⁴. Dès lors, dans quelle mesure une phase de conflit armé peut-elle participer à la requalification des identités au sein d'un champ politico-religieux concurrentiel ? Et comment ces identités restructurent-elles en retour la confrontation ?

Cette opposition à base identitaire ne précède pas le conflit, elle est socialement et politiquement construite. Pour reprendre la terminologie fondée par la théorie de la structuration du sociologue Anthony Giddens, elle apparaît à la fois comme le produit et comme le moyen des actions menées par les combattants et leurs soutiens⁵. S'en tenir au simple constat de la construction des identités et de la confrontation n'est donc pas suffisant sur le plan analytique. Telle est notre hypothèse : la polarisation confessionnelle contribue à façonner un contexte en même temps qu'elle s'en nourrit selon une logique circulaire.

Divers travaux de sociologie politique et d'anthropologie se sont employés à comprendre les enjeux propres à la construction des référents confessionnels, ethniques ou régionaux, en particulier par les États autoritaires, et leur articulation avec des périodes de crise politique⁶. L'analyse critique de ces enjeux, parfois décrits comme une confessionnalisation (*sectarianization* en anglais ou *tatayif* en arabe), constitue un pan important des travaux publiés depuis une décennie sur le Moyen-Orient. Les auteurs soulignent notamment la centralité des dynamiques transnationales ainsi que l'importance des médias et des représentations⁷ dans l'émergence de ce

3. Christophe Jaffrelot, « La compétition électorale et la fabrique des identités », dans C. Jaffrelot (dir.), *Comment la compétition démocratique travaille les identités collectives*, dossier, *Critique internationale*, 51, 2011, p. 9-15.

4. Fredrik Barth (ed.), *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Difference*, Londres, George Allen, 1969.

5. Anthony Giddens, *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*, Los Angeles, University of California Press, 1986.

6. James D. Fearon, David D. Laitin, « Violence and the Social Construction of Ethnic Identity », *International Organization*, 54 (4), 2000, p. 845-877 ; Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996 ; Gilles Dorransoro, Olivier Grojean (dir.), *Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

7. Fanar Haddad, « "Sectarianism" and Its Discontents in the Study of the Middle East », *Middle East Journal*, 71 (3), 2017, p. 363-382 ; Nader Hashemi, Danny Postel (eds), *Sectarianization. Mapping the New Politics of the Middle East*, Londres, Hurst, 2017 ; Anna Bozzo, Pierre-Jean Luizard (dir.), *Polarisations politiques et confessionnelles. La place de l'islam dans les transitions arabes*, Rome, Roma Tre Press, 2015.

que Laurence Louër désigne comme une « fracture confessionnelle »⁸, laquelle s'est manifestée en particulier à partir de 2003 et de l'intervention américaine contre Saddam Hussein.

Le conflit yéménite et les interprétations concurrentes qu'en donnent les acteurs impliqués auraient ainsi, comme en Syrie⁹, en Irak¹⁰ ou au Bahreïn¹¹, produit une recomposition des identités individuelles et collectives, tout particulièrement religieuses. Or jusqu'où et comment les acteurs recomposent-ils et réordonnent-ils les référents identitaires (ainsi que les ressources afférentes) ?

Une telle réflexion (qui porte donc sur des enjeux éminemment subjectifs et évolutifs) constitue en soi un défi méthodologique¹². Il n'existe pas toujours de données quantitatives systématiques et les données qualitatives sont toujours complexes à manier. La mobilisation d'un référent identitaire ne peut en effet être appréhendée que dans un cadre relationnel et contextuel. Cette caractéristique impose une démarche réflexive au chercheur (qu'il soit étranger ou, en l'occurrence, yéménite et qu'un accent, un dialecte, un patronyme trahissent une origine réelle ou supposée et introduisent un biais). Par ailleurs, les entretiens se révèlent souvent compliqués en raison de l'engagement violent des acteurs dans un conflit armé qui a débuté au milieu des années 2010. S'intéresser aux recompositions identitaires en contexte de guerre revient moins à sonder les esprits ou à réifier et essentialiser une identité qu'à analyser des échanges, des relations, et l'expression de compétitions notamment entre entrepreneurs identitaires islamistes, organisations, dirigeants ou porte-parole de partis, de mouvements ou de groupes armés. Ces interactions se manifestent dans les déclarations publiques, à travers des labellisations concurrentes ou *via* la mobilisation de références historiques. Elles s'incarnent aussi, bien évidemment, dans des actions violentes ou des alliances qui, sur le terrain, sont pour une large part objectivables.

Notre contribution s'articule autour de trois parties qui explorent successivement la configuration identitaire yéménite, la phase entamée en 2014 qui a donné lieu à des revers pour les islamistes sunnites et, enfin, la réorganisation de ceux-ci en contexte de guerre et ses effets en termes de référents identitaires et de compétition dans le champ islamiste. Sur le plan méthodologique, notre étude intègre une expérience de terrain de plusieurs années dans différentes régions du Yémen, qui offre de substantielles ressources analytiques (informateurs, recul historique,

8. Laurence Louër, *Sunnites et chiïtes. Histoire politique d'une discorde*, Paris, Le Seuil, 2017, p. 125.

9. Voir, dans ce dossier, Ahmad Abazeid et Thomas Pierret, « Les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham : ressorts contextuels et organisationnels d'une déradicalisation en temps de guerre civile », p. 63-84.

10. F. Haddad, « Sectarian Relations and Sunni Identity in Post-Civil War Iraq », dans Lawrence Potter (ed.), *Sectarian Politics in the Persian Gulf*, Londres, Hurst, 2014, p. 67-116.

11. L. Louër, « Sectarianism and Coup-Proofing Strategies in Bahrain », *Journal of Strategic Studies*, 36 (2), 2013, p. 245-260 ; Hasan Tariq al-Hasan, « Sectarianism Meets the Arab Spring: TGONU, a Broad-Based Sunni Movement Emerges in Bahrain », *Arabian Humanities*, 4, 2015 (en ligne le 22 juillet 2015, <http://cy.revues.org/2807>).

12. Rogers Brubaker, Frederick Cooper, « Beyond "Identity" », *Theory and Society*, 29 (1), 2000, p. 1-47.

maîtrise des sources, de la langue et des toponymes). Elle s'appuie également sur une observation, essentiellement hors du territoire étudié à cause de la guerre pour l'un comme pour l'autre des co-auteurs, *via* des entretiens informels, un engagement sur les réseaux sociaux, un suivi attentif de la presse arabophone et de sources secondaires. Certes, cette réflexion à distance, ou « délocalisation du travail de terrain » comme l'appelle l'anthropologue Marieke Brandt¹³, est frustrante mais, en dehors du fait qu'elle concerne un nombre croissant de sociétés en crise, elle offre à qui possède une connaissance préalable intime des sociétés étudiées et a maintenu des liens d'amitié sur le terrain¹⁴ quelques instruments stimulants et une solution bien préférable à l'abandon de toute réflexion ou écriture sur cet objet.

Un agencement identitaire yéménite spécifique

Quand bien même elle serait construite (en premier lieu par le pouvoir qui, au cours de la décennie 2000, a indéniablement cherché à « confessionnaliser pour régner »¹⁵), la polarisation entre sunnites et chiites au Yémen est bien centrale. Elle est portée par une série d'entrepreneurs identitaires, politiques et religieux, qui diffusent une lecture directement confessionnelle du conflit : clercs salafis, tels Abdallah al-Sa'tar, Yahya al-Hajuri et Kamal Bamakhrama ; médias, tel *al-Shumu'* proche de l'armée et des Frères musulmans ; centres de recherches partisans, tel al-Manara ; instituts de formation liés au salafisme ou, à l'inverse, au mouvement de renouveau zaydite. Elle est également diffusée plus indirectement par une multitude de sous-entendus et de symboles utilisés dans des discours censés renvoyer l'adversaire à une identité confessionnelle figée. Les parallèles établis entre le conflit et les batailles des premiers temps de l'islam, les évocations du diable ou d'attributs vestimentaires comme le turban assimilé au chiisme¹⁶, ainsi que l'appel à un vocabulaire spécifiquement chiite (tel que la *wilaya* ou pouvoir, concept employé par les dirigeants houthistes pour affirmer

13. M. Brandt, « Delocalization of Fieldwork and (Re)Construction of Place: Doing Ethnography in Wartime Yemen », *International Journal of Middle East Studies*, 49 (3), 2017, p. 506-510. La question de l'accès au terrain dans le monde arabe constitue un enjeu méthodologique exploré par de nombreuses publications récentes. Samar Kanafani, Zina Sawaf, « Being, Doing and Knowing in the Field: Reflections on Ethnographic Practice in the Arab Region », *Contemporary Levant*, 2 (3), 2017, p. 3-11 ; Montserrat Emperador Badimon, « Observer le militantisme par intermittence : les effets de la discontinuité sur le terrain », *Politix*, 118, 2017, p. 209-232.

14. Marina de Regt, « Noura and Me. Friendship as Method in Times of Crisis », *Urban Anthropology*, 44 (1-2), 2015, p. 43-70.

15. François Burgat, *Comprendre l'islam politique. Une trajectoire de recherche sur l'altérité islamiste, 1973-2016*, Paris, La Découverte, 2016, p. 121 ; F. Burgat, « Le Yémen après le 11 septembre 2001 : entre construction de l'État et rétrécissement du champ politique », *Critique internationale*, 32, 2006, p. 9-21.

16. Voir la vidéo sur le mouvement houthiste *al-Yaman wa 'Ama'im al-shaytan* (Le Yémen et les turbans du diable) diffusée par le magazine *al-Bayan*, lié aux groupes salafis et publié en Grande-Bretagne (<https://tinyurl.com/y8lnpjkr>).

la prééminence politique des descendants du Prophète) contribuent à affirmer le poids des référents identitaires.

Toutefois, la centralité de la variable confessionnelle est avant tout un objet de discussion. L'importance des référents confessionnels dans le contexte de guerre est en effet évacuée par certains acteurs engagés dans la résolution du conflit en cours¹⁷ qui dénie à celui-ci toute dimension identitaire¹⁸ et voient dans la polarisation entre sunnites et chiites un simple produit d'importation venu tantôt de l'Iran, tantôt de l'Arabie Saoudite. Ces analyses entendent développer des récits de la conflictualité qui mettent plutôt en avant une articulation des identités confessionnelles entre elles et avec d'autres référents politiques, sociaux, régionaux, économiques et tribaux. Cet agencement identitaire particulier, fondé sur la cohabitation entre sunnisme et zaydisme-chiite, ainsi que sur les phénomènes de convergence ou de « transhumance » confessionnelles, constitue depuis longtemps pour les Yéménites comme pour les observateurs étrangers une spécificité historique de ce pays¹⁹.

En effet, si environ un tiers de la population est encore nominalement zaydite (avec un ancrage territorial dans les hautes terres du nord-ouest, autour de Sanaa), ce référent n'a plus aujourd'hui la pertinence de jadis. À partir de la seconde moitié du XX^e siècle, les identités religieuses ne furent plus, ni en droit ni en pratique, un « principe quotidien d'organisation et de classement des individus »²⁰. C'était sans doute là une des ambitions du projet républicain yéménite : porté en 1962 au Nord (où vivaient les trois quarts de la population) par les révolutionnaires qui mirent fin à l'imamat zaydite, puis en 1967 au Sud (bien qu'en des termes différents) par les socialistes qui s'émancipèrent de la tutelle britannique pour former leur propre entité, ce projet fut incarné par l'État unifié en 1990. Celui-ci n'institua ni quotas de représentation ni collèges électoraux spécifiques. Au contraire, les régimes républicains successifs instrumentalisèrent un processus de convergence des identités qui, tout en générant diverses résistances, fut néanmoins efficace²¹. Le zaydisme, rattaché au chiisme, était ainsi fréquemment qualifié de « modéré », caractérisé par ses différences avec la branche dite duodécimaine du chiisme. Ainsi, le zaydisme rejetait le principe de l'« imam caché », au fondement de la foi duodécimaine, ou encore diverses pratiques instituant celle-ci en opposition avec le sunnisme dominant.

17. Atiaf al-Wazir, « It's not a Sunni Shi'a Conflict, Dummy! », *Woman from Yemen blog* (<https://tinyurl.com/yc99xjty>).

18. <https://tinyurl.com/yckvh9e8>.

19. Franck Mermier, « Présentation », dans Patrice Chevalier, Vincent Martignon, Jérémie Schiettecatte (dir.), *Yémen. Territoires et identités*, dossier, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 121-122, 2008, p. 9-16.

20. G. Dorronsoro, O. Grojean, « Introduction/Identité, hiérarchie et mobilisation », dans G. Dorronsoro, O. Grojean (dir.), *Identités et politique. De la différenciation culturelle au conflit*, op. cit., p. 18-19.

21. L. Bonnefoy, « Les identités religieuses contemporaines au Yémen : convergence, résistances et instrumentalisations », dans P. Chevalier, V. Martignon, J. Schiettecatte (dir.), *Yémen. Territoires et identités*, dossier cité, p. 199-213.

Fait difficilement imaginable ailleurs, les phénomènes de mobilité entre chiisme et sunnisme étaient nombreux, de même que les mariages interconfessionnels. Ainsi, les principales figures du champ islamiste sunnite, tel le fondateur du courant salafi yéménite, Muqbil al-Wadī'i, étaient d'origine zaydite²². Ce processus de convergence, déjà mis à mal par la guerre de Saada opposant le pouvoir aux houthistes entre 2004 et 2010²³, a été bouleversé par la guerre qui a fait suite au formidable espoir généré par le « Printemps yéménite ».

Sans parler nécessairement de planification particulière, il convient de constater combien la succession d'événements depuis le début du processus révolutionnaire, et après son échec, a conduit à éliminer une série de voix ou de figures qui plaidaient pour un dépassement de la polarisation confessionnelle fondée sur le soutien ou l'opposition aux miliciens houthistes. La disparition, chez les Frères musulmans, de Muhammad Qahtan, tôt engagé dans l'union des oppositions et arrêté par les houthistes en avril 2015, de même que l'assassinat en novembre 2014 de Muhammad al-Muttawakil, professeur de science politique, descendant d'une grande famille zaydite et opposant libéral au pouvoir, accentuèrent la dynamique de polarisation confessionnelle. Ceux qui voulaient faire entendre des voix différentes furent alors réduits au silence ou marginalisés. La violence imposa à chacun de choisir son camp en s'autoqualifiant selon des logiques qui mobilisaient une série de référents identitaires.

Si la focale de notre analyse est placée sur le champ islamiste sunnite et sur ses recompositions, force est de reconnaître que, dans ce processus de requalification des identités en contexte de guerre, les acteurs houthistes, projetés en tant qu'incarnations d'une identité zaydite-chiite distincte, n'ont pas été en reste²⁴. Tout en s'en défendant et en développant un discours à vocation universelle, ils participèrent à la dynamique de simplification générale. La guerre de 2004 à 2010, puis le contrôle territorial exercé par les houthistes instituèrent autour de Saada une reconfiguration des capitaux politiques au sein des tribus du nord²⁵, qui provoqua la marginalisation de certains chefs historiques installés dans la capitale, du fait d'une déconnexion entre les ressources mobilisables auprès de l'État central, basé à Sanaa, et celles qui avaient cours parmi les hommes des tribus installées dans les régions septentrionales. Ce fut notamment le cas de la puissante confédération Hashid, où l'emprise du clan al-Ahmar lié aux Frères musulmans fut fragilisée dans son berceau historique de 'Amran. Diverses dynamiques liées à

22. François Burgat, Mohammed Sbitli, « Les salafis au Yémen... ou la modernisation malgré tout », *Chroniques yéménites*, 10, 2003, p. 123-152 ; L. Bonnefoy, *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Londres, Hurst, 2011 ; Ahmad al-Daghshi, *Al-khilaf al-salafi al-salafi fil-Yaman* (Le différend inter-salafi au Yémen), Sanaa, al-'Ubadi, 2004.

23. M. Brandt, *Tribes and Politics in Yemen: A History of the Houthi Conflict*, op. cit.

24. Sur les enjeux identitaires propres au zaydisme depuis les années 1960, voir Gabriele Vom Bruck, « Regimes of Piety Revisited: Zaydi Political Moralities in Republican Yemen », *Die Welt des Islams*, 50 (2), 2010, p. 185-223.

25. Gibreel Alaghbari, « Identity and National Belonging in Ansarullah's Political Rhetoric: A Transitivity Analysis », *International Journal of English Linguistics*, 7 (4), 2017, p. 247-256.

la modification de la pratique du culte zaydite, par exemple l'investissement dans la célébration du *mawlid al-nabawi* – l'anniversaire du Prophète –, ainsi que dans la fête de *'ashura*, qui rappelle le martyr de Husayn, son petit fils, mais aussi la mobilisation d'une série de symboles ou de figures internationales tels Hassan Nasrallah du Hezbollah libanais et Bachar al-Assad sur des affiches placardées dans les rues, intégrèrent clairement les houthistes dans un univers symbolique et politique chiite. Niant toute proximité avec l'Iran, ces derniers avaient auparavant déployé beaucoup d'énergie à mettre à distance ce référent²⁶. Pourtant, en septembre 2016, une délégation houthiste opéra une tournée régionale à Téhéran, Bagdad, Damas et Beyrouth, qui rompit avec cette stratégie et marqua son engagement dans un camp régional.

Revers sunnites

Au-delà des dynamiques propres au courant zaydite et des processus régionaux (guerres civiles en Syrie et en Irak) qui transforment les perceptions et les modes d'autoqualification, la recomposition identitaire que nous observons apparaît comme le résultat d'une succession d'événements qui, dans le contexte de la transition entamée à la suite du départ de Ali Abdallah Saleh en février 2012, affectèrent les acteurs du champ islamiste sunnite par des revers inattendus. Ceux-ci se traduisirent par l'exclusion temporaire des islamistes sunnites du processus politique et institutionnel, tout en entraînant la reconfiguration du champ dans lequel ils évoluaient.

La dynamique révolutionnaire née en 2011 avait pourtant placé les entrepreneurs islamistes sunnites en position de force et leur avait apporté de nouvelles ressources tant symboliques qu'institutionnelles. Représentés par le parti al-Islah, considéré comme la branche yéménite des Frères musulmans, ils apparaissaient comme les grands vainqueurs du soulèvement. Occupant les postes de premier plan dans le gouvernement d'union nationale, les dirigeants d'al-Islah semblaient capables de générer une majorité électorale, tandis que leurs concurrents dans le champ islamiste sunnite, les salafis, formaient en 2012, pour la première fois, un parti politique, l'Union Rashad²⁷.

Les revers des islamistes sunnites ne peuvent être compris qu'en regard des (et en interaction avec les) processus induits par la transition institutionnelle. Celle-ci fut lancée par le nouveau président, Abderabuh Mansur Hadi, originaire du sud, dont la volonté de redistribuer les leviers et les capitaux institutionnels, militaires et politiques (notamment pour faire face au puissant mouvement sudiste qui plaidait pour la sécession des provinces de l'ancien Yémen du Sud) bénéficia largement

26. Farea Muslimi, « How Sunni-Shia Sectarism is Poisoning Yemen » (<https://tinyurl.com/yb7tkx75>).

27. Laurent Bonnefoy, Judit Kuschnitzki, « Salafis and the "Arab Spring" in Yemen: Progressive Politicization and Resilient Quietism », *Arabian Humanities*, 4, 2015 (en ligne le 5 avril 2015, <http://cy.revues.org/2811>).

à certains des acteurs politiques autrefois marginalisés du sud et, incidemment, sunnites. Les élites du nord (nominalement zaydites mais qui ne revendiquaient pas nécessairement cette identité), qui avaient été massivement privilégiées sous l'« ancien régime », perçurent alors combien le processus politique et institutionnel en cours se faisait à leurs dépens. C'est cette situation qui explique en partie, à compter de 2014, l'alliance, *a priori* contre nature de deux groupes qui s'étaient combattus pendant plus d'une décennie : les houthistes et les réseaux de l'ancien président Saleh. Grâce à ce rapprochement, les houthistes, au départ marginaux, purent acquérir une puissance, y compris militaire, qu'ils mobilisèrent pour mettre les mouvements islamistes sunnites sous pression. Quant à Saleh, il revalorisa implicitement ses origines zaydites et s'allia avec ses anciens ennemis dans le but de se venger des révolutionnaires et du parti al-Islah, son ancien allié, qui l'avait, avec d'autres, trahi en se mobilisant contre lui dès février 2011 et avait obtenu son départ de la présidence.

Ainsi, plusieurs événements jouèrent au détriment des entrepreneurs islamistes sunnites dans un contexte institutionnel qui semblait pourtant leur offrir un accès privilégié aux ressources politiques. Les directeurs et les étudiants du grand centre d'enseignement salafi de Dammaj, créé au début des années 1980 en périphérie de Saada, historiquement considéré comme le berceau du zaydisme, avaient globalement réussi à trouver des accommodements avec les houthistes pendant les années de guerre (2004-2010) et ensuite, à compter de 2011, quand ces derniers s'étaient trouvés de fait en état de contrôler ce territoire. Certes, des combats avaient eu lieu, mais le commandement salafi, emmené par Yahya al-Hajuri, avait fait le choix de la coexistence, afin de préserver son institut ainsi que la vie des quelque 3 000 étudiants, dont beaucoup étaient des étrangers, et de leurs familles. Pendant la phase de mobilisation révolutionnaire, à l'opposé des houthistes, le directeur de Dammaj, Yahya al-Hajuri, avait pris position contre le soulèvement, continuant de soutenir Ali Abdallah Saleh, et accusant les révolutionnaires d'être à la solde des étrangers et de constituer ce faisant une source de division. Confiants dans leur force, les houthistes amorcèrent une offensive contre ceux qu'ils accusaient de collusion avec al-Qaïda. En octobre 2013, ils mirent en place un blocus autour de Dammaj. Des affrontements armés s'ensuivirent, le fils de Yahya al-Hajuri fut tué, de même que plusieurs dizaines de salafis. Une campagne de solidarité fut lancée, des manifestations organisées²⁸, une page Facebook « Nous sommes tous Dammaj » (*kuluna Dammaj*) fut créée par certains des anciens élèves de l'institut tandis que d'autres dénonçaient sur leurs blogs, depuis la France ou l'Indonésie, un « génocide » contre les étudiants. Des clercs salafis tels que Muhammad al-Imam²⁹ ou Abu al-Hasan al-Marebi³⁰, pourtant en tension avec al-Hajuri qui

28. Voir la vidéo de la manifestation salafite du 23 novembre 2013 à Taz (http://tinyurl.com/huwec5d).

29. Déclaration de Muhammad al-Imam depuis un forum internet salafi (http://tinyurl.com/jx5ca76).

30. Analyse des réactions des clercs dans le magazine salafi koweïtien *al-Furqan* (http://tinyurl.com/jga357v).

avait critiqué leurs compromis politiques, condamnèrent l'agression et appelèrent à la mobilisation contre les houthistes, explicitement renvoyés à leur identité chiite. Une conciliation tribale fut lancée qui bénéficia de l'appui du gouvernement. L'accord qui en sortit conduisit à l'évacuation forcée des étudiants qui n'étaient pas originaires de Dammaj, entraînant de fait la fermeture de l'institut. En janvier 2014, des milliers d'étudiants en fuite durent ainsi s'installer dans des camps³¹. Des associations de charité telles que al-Hikma, d'orientation salafie mais qui avait rompu avec Dammaj dans les années 1990, ou celle liée aux Frères musulmans autrefois décriées par al-Hajuri apportèrent leur aide matérielle tandis que le gouvernement préférait camper dans une position de neutralité. Après avoir proposé son aide militaire pendant le blocus, Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA) publia une série de déclarations condamnant l'offensive contre Dammaj³². Sur internet, les forums salafis jihadistes développèrent des appels identiques tout en critiquant la stratégie longtemps conciliante de Yahya al-Hajuri et de ses soutiens vis-à-vis des miliciens zaydites. Un site francophone évoquant la fermeture forcée de l'institut sur le ton de la moquerie parla d'un « Dammaj collatéral » résultant de l'incapacité de cette branche salafie, dite quietiste, à lier prosélytisme religieux (*da'wa*) et combat³³. Reste qu'à travers la solidarité et le changement de stratégie qu'elle impliqua l'offensive menée contre l'institut redonna momentanément des ressources symboliques à des salafis dont le positionnement légitimiste en 2011 avait en partie sapé la crédibilité.

Le deuxième revers symbolique et institutionnel est en relation avec la chute de Sanaa aux mains des houthistes en septembre 2014. Celle-ci se produisit deux mois après leur prise de contrôle de la ville d'Amran, entre Saada et la capitale, au cours de laquelle le général Hamid al-Qushaybi, militaire réputé proche du parti al-Islah, fut tué. Prétextant leur opposition à des réformes économiques préconisées par les bailleurs de fonds internationaux et approuvées par le gouvernement de transition, les houthistes engagèrent un bras de fer avec le pouvoir, transformant des manifestations civiles en une offensive militaire³⁴. Si le pouvoir de Hadi resta formellement en place jusqu'en janvier 2015, les miliciens houthistes décidèrent de s'attaquer aux multiples incarnations du parti al-Islah : religieuse, en fermant l'université al-Iman dirigée par Abdulmajid al-Zindani ; militaire, en occupant la base de la première brigade emmenée par le général Ali Muhsin

31. Article sur la relocalisation des étudiants de Dammaj dans le magazine salafi britannique *al-Bayan* (<http://tinyurl.com/jyfyfyz>).

32. Article sur les réactions d'AQPA face à l'offensive à Dammaj publié sur le site d'*al-Jazeera* (<http://tinyurl.com/h6fkke>).

33. L. Bonnefoy, J. Kuschnitzki, « Salafis and the “Arab Spring” in Yemen: Progressive Politicization and Resilient Quietism », art. cité.

34. Marie-Christine Heinze, « From the Margins of Yemen into the Heart of the Country, from Fist-Fights on Change Square to Control of the Capital City. Spatial Manifestations of the Huthi Ascension to Power », dans Stephan Conermann, Elena Smolarz (eds), *Mobilizing Religion: Networks and Mobility*, Berlin, EB-Verlag, 2015, p. 21-64.

depuis longtemps considéré comme l'allié des islamistes et qui, en outre, avait participé à l'effort de guerre contre les houthistes dans les années 2000 ; médiatique, enfin, en investissant les bureaux de la chaîne télévisée *Subayl* qui défendait largement les positions d'al-Islah. De nombreuses figures importantes du parti quittèrent alors le pays et plusieurs dizaines de ses imams furent remplacés à la tête des mosquées par des imams zaydites³⁵, tandis que ses biens et les entreprises qui lui étaient proches étaient confisqués. Tawakkul Karman, membre d'al-Islah et prix Nobel de la paix en 2011, annonça alors que Sanaa était « occupé par l'Iran »³⁶, référence explicite à la dimension confessionnelle de la lutte politique. La manœuvre contre les Frères musulmans déclencha une campagne de solidarité qui dépassa les cercles liés à ce courant. Des figures salafis quiétistes et membres des courants jihadistes qui avaient longtemps critiqué la stratégie partidair d'al-Islah affirmèrent leur volonté de résister à l'avancée des houthistes. Le 9 octobre 2014, un attentat suicide ciblant une manifestation houthiste sur la place Tahrir, au centre de Sanaa, fit 47 morts. Il fut revendiqué par AQPA dans une déclaration qui qualifiait les victimes de « *rawafidh* » (« ceux qui rejettent », en l'occurrence l'autorité des premiers califes), terme généralement employé pour désigner les chiites duodécimains.

Affaibli par l'emprise des houthistes dans la capitale, al-Islah fut contraint, au cours des derniers mois de l'année 2014, d'accepter l'abandon de certains ministères au profit des houthistes, la rediscussion du contenu du projet constitutionnel, la fermeture de certaines mosquées ou instituts religieux. Prenant acte de sa marginalisation concomitante à l'échelle régionale, du fait de la chute du président Morsi en Égypte et de l'hostilité saoudienne et émiratie à l'égard des Frères musulmans, l'aile la plus pragmatique du parti chercha la conciliation³⁷. Muhammad al-Yadumi, président du parti, ainsi que Muhammad Qahtan souhaitaient manifestement maintenir al-Islah dans l'arène politique³⁸. Reste qu'une part importante des militants islamistes mesurèrent avec dépit la réalité du soutien en faveur des houthistes dans la capitale (soutien rendu notamment visible par leurs slogans anti-américains et anti-israéliens placardés dans les rues et sur les maisons) et furent humiliés par les déclarations offensives de certains responsables iraniens³⁹. En octobre 2014, un député iranien, Ali Reza Zakani, déclara

35. Article sur les mosquées sunnites à Sanaa publié par le site *al-Khaleej Online*, et daté du 27 septembre 2014 (<http://tinyurl.com/gu5djcs>).

36. Déclaration de Tawwakul Karman reprise par le site *Sama Press*, et datée du 23 janvier 2015 (<http://tinyurl.com/hy6ug7e>).

37. Analyse de la déclaration du parti al-Islah invitant ses militants à la retenue publiée dans *al-Fajr al-jadid*, 30 septembre 2014 (<http://tinyurl.com/h9kpo5n>).

38. Analyse du processus qui a conduit à la chute de Sanaa aux mains des houthistes publiée par *al-Jazeera*, 29 septembre 2014 (<http://tinyurl.com/zwatgmr>).

39. Réactions aux propos du député iranien publiées sur le site *Arabi 21*, 22 septembre 2014 (<http://tinyurl.com/jsllxzg>).

que Sanaa était désormais la « quatrième capitale arabe », après Damas, Bagdad et Beyrouth, à être aux mains des Iraniens⁴⁰.

Le lancement de l'opération « Tempête décisive » contre les houthistes et leur allié Saleh le 26 mars 2015 annonça un changement de priorité dans la politique étrangère saoudienne. L'arrivée d'un nouveau roi, les changements opérés dans le gouvernement, mais aussi le contexte entourant les négociations de l'accord sur le nucléaire iranien induisirent cette inflexion. Désormais, la lutte contre les avancées de la République islamique d'Iran primait sur le *containment* des Frères musulmans imposé en 2013. Le début de l'offensive au Yémen fut largement reçu avec bienveillance par les acteurs du champ islamiste sunnite, qui virent dans cette opération un signe de solidarité arabe autant que sunnite⁴¹. Ils pouvaient maintenant bénéficier des différentes ressources – aussi bien financières et symboliques que médiatiques – investies par les États du Golfe, et redevenir des acteurs fréquentables, reçus et soutenus par les princes et ministres des monarchies. La pression des pays du Golfe durement ressentie par al-Islah s'allégea soudainement.

Pourtant, l'intervention étrangère n'interrompt pas l'expansion houthiste qui, en occupant Mareb, al-Baydha, Taz, al-Hudayda et Aden, s'installa en 2015 hors du bassin historique du zaydisme. Ces villes, peuplées quasi exclusivement de sunnites chaféites, se retrouvèrent de fait sous un joug de plus en plus décrit comme étranger et illégitime par les entrepreneurs islamistes. Le ressentiment de ces derniers avait parfois une dimension personnelle : le fils du président du parti salafite Rashad avait été tué lors des combats contre les houthistes tandis que la maison de son secrétaire général avait été détruite par les miliciens dans la région d'al-Baydha.

Pour les acteurs jihadistes, la période entamée par la guerre a eu des effets ambivalents. Certes, leur propagande les faisait apparaître comme les précurseurs d'un combat désormais partagé par une large part des acteurs islamistes sunnites, et même au-delà⁴². Dans une vidéo tournée dans la région d'Ibb, un dirigeant local d'AQPA rappela combien les houthistes avaient en réalité, par leurs avancées territoriales et leurs actions, rendu « un grand service » à son mouvement⁴³. L'évasion d'un millier de prisonniers, dont de nombreux militants jihadistes, d'un établissement pénitencier de Taz en juillet 2015 accentua également l'emprise des groupes armés. À l'est du pays, dans la région du Hadramaout en particulier, le risque représenté par l'offensive houthiste favorisa un rapprochement avec les

40. Analyse des propos du député iranien publiée sur le site *Middle East Monitor*, 27 septembre 2014 (<http://tinyurl.com/hfoujzx>).

41. Réaction de Abdulmajid al-Zindani publiée par le site *Sbaab Online*, 15 avril 2015 (<http://tinyurl.com/hfeyb2v>).

42. Sur la composante salafiste dite jihadiste, distincte d'AQPA, en particulier dans la ville de Taz, voir Fernando Carvajal, « Salafis, the Vengeful Giants – Three Parts », *Diwan Blog*, 14 octobre 2016 (<http://tinyurl.com/zd9z85k>).

43. Reportage sur la région d'al-'Udayn diffusé par la chaîne *Azal*, 27 octobre 2014 (<http://tinyurl.com/hkgqgtgv>).

tribus, les clercs et différents acteurs associatifs locaux qui se traduit par la formation du consortium des Fils du Hadramaout, lequel offrit à AQPA un nouvel ancrage territorial et des ressources armées. En avril 2015, la prise de contrôle de Mukalla, cinquième ville du pays et capitale du Hadramaout, par les combattants du consortium fut largement perçue comme un signe tangible de l'expansion jihadiste. Cependant, le contrôle et la gestion de villes et de villages exposèrent les dirigeants d'AQPA à une autre source de violence : les assassinats extra-judiciaires par les drones américains. En effet, la politique d'assassinats ciblés, peu efficace, voire souvent contre-productive depuis 2008, permit en 2015 et 2016 d'éliminer une large part du commandement d'AQPA, notamment Nasir al-Wuhayshi son principal dirigeant, Hareth al-Nazari, son clerc le plus prestigieux, ainsi que Jalal Bila'idi et Nassir al-Ansi qui avait revendiqué l'attaque contre Charlie Hebdo à Paris. L'affaiblissement de fait qui en résulta pour l'organisation, notamment dans sa propagande, constitua un troisième revers pour les islamistes sunnites. Le contexte régional favorisa par ailleurs l'émergence d'un concurrent jihadiste : l'Organisation de l'État islamique (OEI) ou Daech selon son acronyme arabe. Si elle ne pouvait compter sur un ancrage social, historique⁴⁴, culturel⁴⁵ ou même religieux aussi puissant qu'AQPA, l'OEI développa une logique bien moins conciliante avec certaines règles coutumières. Le 20 mars 2015, elle revendiqua les attentats contre deux mosquées zaydites à Sanaa qui firent 141 morts. Ce premier coup d'éclat de l'organisation fut aussitôt critiqué par AQPA qui rejetait toute attaque contre les lieux de culte, même considérés comme chiites.

Repositionnements des entrepreneurs identitaires islamistes

La succession de revers des islamistes sunnites depuis 2013 s'inscrit dans un contexte de réagencements identitaires qui mêlent référents géographiques, tribaux, historiques et religieux. La lutte contre le Nord se doubla d'un combat contre les houthistes tandis que celle pour le Sud se « salafisait » indéniablement. Certes, les termes du repositionnement des acteurs islamistes sunnites ne peuvent être réduits à une simple logique confessionnelle qui viendrait rompre avec un idéal de coexistence largement fantasmé mais encore vivace dans les imaginaires yéménites. L'histoire du pays a généré un dualisme historique entre Yémen du Nord et Yémen du Sud qui a considérablement complexifié l'idée et l'image de la nation. L'unité du pays sous un régime politique unique a bien été une exception et la fragmentation a pu recouper partiellement la division confessionnelle. Bien que la répartition confessionnelle exacte demeure inconnue et sujette à bien des

44. Sa'ïd al-Jamhi, *Al-qa'ida fil-yaman* (Al-Qaïda au Yémen), Sanaa, Maktaba al-hadara, 2008.

45. Elisabeth Kendall, « Jihadist Propaganda and Its Exploitation of the Arab Poetic Tradition », dans Elisabeth Kendall, Ahmad Khan (eds), *Reclaiming Islamic Tradition*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2016, p. 223-246.

débats, les zaydites ont en effet dominé le Nord, tout en étant absents du Sud. Le pays offre une carte relativement fixe des affiliations confessionnelles, et ce malgré les mouvements de populations : de l'origine géographique et donc de la tribu découle de façon quasi automatique une identité religieuse (chaféite, zaydite ou, plus marginalement, ismaélienne), parfois oubliée, parfois reconstruite, parfois dépassée mais qui, dans le conflit, a souvent trouvé une nouvelle incarnation.

Les sunnites chaféites représentent une solide minorité (si ce n'est la majorité) dans le Nord mais ont été largement marginalisés tant par l'imamat zaydite qui régna jusqu'en 1962 que par la République. La résurgence dans les années 2000 du mouvement sudiste plaçant pour une sécession a développé vis-à-vis des sunnites de l'ex-Yémen du Nord une logique parfois ambivalente. Ceux-ci, originaires notamment de Tazé à seulement 140 kilomètres d'Aden, sont parfois stigmatisés par certains militants sudistes, car renvoyés à une identité « nordiste » méprisée qui trouve ses racines dans un système institutionnel pourtant disparu en 1990 et ne correspondant plus à une réalité politique, sociale ou économique du fait de la monopolisation croissante, dans les années 2000, des ressources par l'entourage et la tribu du président Saleh, originaire des environs de Sanaa. La représentation binaire entre Nord et Sud, portée essentiellement par le commandement du mouvement sudiste, a largement pour vocation de (re)construire une nation distincte sur le fondement non point religieux mais historique et territorial d'un retour vers une frontière qui a certes acquis une matérialité dans les imaginaires mais fut tracée de façon largement arbitraire par les Britanniques et les Ottomans⁴⁶. La guerre et les recompositions identitaires qu'elle génère mettent toutefois en péril cette construction politique. L'engagement de combattants islamistes originaires des provinces du Sud dans les combats à Tazé, ville sunnite mais « nordiste », explicite une solidarité construite comme intersunnite.

En réagissant à l'offensive houthiste et à la relégation qu'ils estiment avoir subies, les acteurs islamistes sunnites reconfigurent leur place et, par là même, affectent une série d'agencements identitaires ou de considérations idéologiques qui semblaient aller de soi. Ainsi les registres et capitaux mobilisés par les entrepreneurs identitaires islamistes apparaissent-ils comme largement dépendants d'identités que l'histoire contemporaine semblait avoir pour partie reléguées dans le passé et qui, dans un contexte de violence, retrouvent une nouvelle pertinence.

Les miliciens salafis se voient ainsi intégrés dans le mouvement sudiste auquel ils offrent une nouvelle coloration. Si, dans les régions méridionales, la « résistance populaire » se mobilise derrière le drapeau à étoile rouge de l'ex-Yémen du Sud contre les houthistes, Saleh, le Nord, l'Iran ou les chiites, une nouvelle génération islamiste marginalise les anciens dirigeants socialistes, dont Ali Salim al-Bidh. Ce dernier, actif depuis un demi-siècle et qui incarna longtemps le mouvement sudiste, a indéniablement perdu de son ancrage depuis 2015. L'émergence de salafis

46. John Willis, *Unmaking North and South. Cartographies of the Yemeni Past*, Londres, Hurst, 2012.

contribue par ailleurs, dans le contexte du Sud, à affaiblir les réseaux du parti al-Islah⁴⁷. Basam al-Mihdhar et Hashim al-Sayyid, chefs militaires des régions du Sud, mobilisent des miliciens sur une base salafie, soutenant au sol l'effort militaire de la coalition emmenée par l'Arabie Saoudite. Parmi les figures qui défendent explicitement le principe de la sécession sudiste, Hani Bin Burayk est le plus important. Il a organisé la résistance armée aux houthistes à Aden avant d'être nommé ministre d'État par le président Hadi (pourtant attaché au principe de l'unité sur laquelle repose entièrement sa légitimité institutionnelle) pour assurer l'interface avec les chefs et milices locales. Formé dans les prestigieuses universités islamiques saoudiennes et proche, un temps, du clerc salafi Rabi' al-Madkhali⁴⁸, Bin Burayk a étudié à Dammaj sous Muqbil al-Wadi'i avant d'y combattre les houthistes en 2013 au moment du blocus de l'institut. Certes, la logique salafie s'accorde avec le projet sudiste (et trouve parfois à le légitimer sur le plan religieux⁴⁹), mais elle le dépasse également, en favorisant le combat dans l'ensemble des provinces de l'ex-Yémen du Nord que ni la démarche sécessionniste sudiste ni celle portée par les milices tribales ne peuvent encourager directement dans la mesure où elles s'inscrivent explicitement dans un cadre territorial limité. L'attitude de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis face à la « salafisation » de la résistance armée aux houthistes est ambivalente et largement marquée par l'hostilité affirmée de leur politique étrangère à l'égard des Frères musulmans. Au milieu de l'année 2016, des personnalités salafies ont été emprisonnées à Mukalla sur décision des Émiratis qui avaient contribué quelques semaines plus tôt à reprendre la ville des mains d'AQPA et des Fils du Hadramout⁵⁰. Pourtant, certains acteurs religieux salafis, souvent structurés autour d'une logique quiétiste portée par d'anciens étudiants de Dammaj et qui a évolué vers l'action armée localisée (donc théoriquement distincte de celle portée par les jihadistes qui s'inscrivent volontiers dans un espace transnational et mobilisent d'autres références doctrinales), sont apparus pour les deux monarchies du Golfe comme un moyen de lutter non seulement contre les groupes jihadistes mais aussi (particulièrement du point de vue émirati) contre al-Islah. Il n'est toutefois pas certain que, dans le contexte d'un conflit armé prolongé, les frontières entre les différents idéaux types islamistes sunnites restent fixes et étanches. Le cas du Hadramaout et plus précisément celui du contrôle territorial exercé par le consortium à Mukalla durant une année illustrent la porosité de ces idéaux types islamistes et l'émergence

47. Récit des tensions inter-islamistes sunnites dans le Sud publié par le site *al-Umana*, 25 août 2016 (<http://tinyurl.com/gvksu7n>).

48. Recommandation (*tazkiya*) de Rabi' al-Madkhali diffusée sur le forum internet salafi *al-Ajuri* (<http://tinyurl.com/z28tdsp>).

49. Abdulsalam Al-Rubaidi, « Skepticism among Emerging Public Intellectuals in Post-Revolution Yemen », dans M.-C. Heinze (ed.), *Yemen and the Path to War: Power, Politics and Society in the 21st Century*, Londres, IB Tauris (à paraître en 2018).

50. Annonce de l'arrestation des clercs salafis à Mukalla, publiée sur le site *Buyaman*, 10 mai 2016 (<http://tinyurl.com/hft6xdb>).

d'un continuum de groupes engagés dans la violence qui restructure le champ politico-religieux autour de nouvelles figures engagées dans l'action armée. Abu al-Abbas, ancien étudiant de Dammaj et chef d'une milice salafie dans la région de Tazé soutenue financièrement par la coalition et luttant aussi bien contre les houthistes et leurs alliés affiliés à Saleh que contre les combattants d'al-Islah, alimente une lecture confessionnelle du conflit en même temps qu'un brouillage des affiliations dans le champ islamiste sunnite du fait de son rapprochement avec les combattants d'AQPA.

Au Nord, une partie importante du commandement salafi semble développer, à l'inverse de ses camarades du Sud, une option bien plus conciliante avec les houthistes et en l'espèce bien plus critique de l'opération « Tempête décisive ». Muhammad al-Imam⁵¹, directeur du grand institut de Ma'bar, a signé dès 2014, un accord de coexistence avec les miliciens houthistes présents autour du centre⁵². Quant à Yahya al-Hajuri, installé en Arabie Saoudite et pourtant animé d'un esprit de revanche après son éviction de Dammaj en janvier 2014, il reste particulièrement discret dans ses interventions, se focalisant sur les enjeux relevant essentiellement du dogme. Sans doute leurs origines septentrionales, dès lors concurrentes de leur engagement dans le mouvement salafi (Muhammad al-Imam est né dans le gouvernorat d'al-Rayma, au sud-est de Sanaa ; Yahya al-Hajuri dans celui de Hajja, au nord de Sanaa où les tribus sont nominalement zaydites), contribuent-elles, face aux bombes saoudiennes qui tombent sur leurs régions, à redéfinir un positionnement politique.

Des considérations identiques ont pu conduire la confrérie soufie sunnite emmenée par Husayn al-Hidar à al-Baydha à conserver une position de neutralité dans une région pourtant fortement opposée aux houthistes. Le clerc soufi Sahil Bin 'Aqil, installé à Tazé, s'est engagé en faveur de ces derniers⁵³. Un tel alignement est probablement lié en partie à une solidarité entre descendants du Prophète (filiation revendiquée par les houthistes comme par les soufis) ainsi qu'au sentiment de partager une endogénéité yéménite face à des pratiques et idéologies islamistes sunnites perçues, comme par les partisans du renouveau zaydite, comme importées et hostiles au soufisme. Le clerc salafi, Muhammad Tahar An'am, ancien cadre du parti Rashad originaire de Tazé, a pour sa part affirmé son opposition à l'offensive saoudienne et adopté une posture nationaliste, acceptant ainsi d'être instrumentalisé par les dirigeants houthistes comme symbole de leur capacité à mobiliser au-delà de leur base zaydite.

51. Critique de l'opération « Tempête décisive » par Muhammad al-Imam publiée sur le forum internet salafi *al-Sabab*, 31 mars 2015 (<http://tinyurl.com/zs3ffko>).

52. Document de coexistence signé entre Muhammad al-Imam et Abdulmalik al-Huthi diffusé par le site *Yemen Press*, 10 juillet 2014 (<http://tinyurl.com/zdg4pon>).

53. Vidéo du discours de Sahil Bin Aqil diffusée sur la chaîne *al-Masira*, 30 octobre 2014 (<http://tinyurl.com/jx2zp2p>).

Ici s'affirme la complexité des agencements identitaires en contexte de guerre. Les attachements idéologiques, les intérêts matériels perçus comme acquis ou comme prépondérants peuvent être reconsidérés, délaissés par des référents identitaires soudain requalifiés. De toute évidence, la primauté de l'identité confessionnelle sur l'idéologie n'est jamais automatique. En effet, ces cas révèlent une disposition qui découle non seulement d'une identification à un territoire (et à ce qu'il peut contenir sur le plan historique comme représentations) mais aussi à un agencement des relations interconfessionnelles entre zaydites et chaféites dans un espace donné. L'expérience de la coexistence dans les zones urbaines mais aussi médianes (*al-manatiq al-wusta*) constitue sans doute une variable expliquant, en temps de guerre, le rejet partiel par certaines figures islamistes des lectures idéologiques stigmatisantes tel le salafisme. À l'inverse, la construction de l'inimitié sur une base confessionnelle, ici anti-chiite, semble plus aisée dans les régions qui, comme le Hadramaout ou Abyan, sont uniformément sunnites et ont de ce fait un rapport au zaydisme plus abstrait.

Les dirigeants et les militants d'al-Islah, quant à eux, se trouvent depuis 2015 considérablement fragilisés, peu populaires dans les gouvernorats du Sud du fait de leur opposition ancienne au mouvement sécessionniste sudiste, chassés et réprimés par les houthistes et Saleh au Nord, et supplantés par leurs concurrents salafis dans le champ sunnite. Certes, il leur reste quelques enclaves au sein de la résistance armée à Taéz et dans la région de Mareb, mais leurs dirigeants, réfugiés en Arabie Saoudite et en Turquie, ont été rapidement contraints par la politique de leurs hôtes ou éliminés par les combattants jihadistes, tel Sadiq Mansur, dirigeant du parti à Taéz, assassiné en février 2015. Les cadres d'al-Islah semblent avoir abandonné la logique politique et institutionnelle qui avait structuré leur approche depuis 2011 et généré leur adhésion au processus de transition⁵⁴. Ils ont été ainsi écartés des négociations de paix avec les houthistes qui se sont tenues en Suisse et au Koweït en 2015 et 2016, n'étant autorisés à y envoyer qu'un représentant de second plan. Parallèlement, sur le front armé, les combattants affiliés à al-Islah sont marginalisés par les groupes salafis ou jihadistes, bénéficiaires notamment du soutien logistique et financier des Émirats arabes unis. Dès lors, la direction du parti al-Islah s'est parfois engagée dans une logique confessionnelle, à rebours de l'approche imposée quinze ans auparavant⁵⁵, qui avait entraîné la marginalisation de figures « radicales » telles que Abdulmajid al-Zindani et Abdallah Sa'tar. En août 2016, Muhammad al-Yadumi, président du parti et technocrate, participa

54. Sur les relations d'al-Islah avec les acteurs religieux, voir Jens Heinbach, « Contesting the Monopoly of Interpretation: The Uneasy Relationship between Ulama and Sunni Parties in Yemen », *Middle Eastern Studies*, 51 (4), 2015, p. 563-584.

55. Nasir Muhammad Ali al-Tawil, *Al-baraka al-islamiyya wa al-nitham al-siyasi fi al-Yaman. Min al-tabaluf ila al-tanafus* (Le mouvement islamiste et le pouvoir politique au Yémen. De l'alliance à la concurrence), Sanaa, Maktabat Khalid bin al-Walid, 2009 ; Stacey Philbrick Yadav, *Islamists and the State. Legitimacy and Institutions in Yemen and Lebanon*, Londres, IB Tauris, 2013.

à Riyad à une conférence des oulémas sunnites qui appelait à unifier les efforts religieux de lutte contre le projet iranien au Yémen. Cette logique d'entrée dans le champ religieux et d'abandon d'une ambition « civile » a été vivement critiquée au sein d'al-Islah⁵⁶, notamment par la jeune génération dont les représentants avaient fui en Turquie ou au Qatar, comme de nombreux autres Frères musulmans qui refusaient de se retrouver en situation de dépendance vis-à-vis du pouvoir saoudien. Or, en fuyant ainsi, les membres d'al-Islah avaient perdu non seulement leur emprise sur le terrain mais aussi des ressources, et laissé le champ libre aux groupes salafis emmenés par des anciens de Dammaj et aux jihadistes affiliés ou non à AQPA et à l'OEI pour s'ériger en remparts contre les houthistes.

Le conflit déclenché au Yémen au milieu des années 2010 rend compte à la fois de la puissance des processus de polarisation et de la malléabilité des identités mobilisées autour d'enjeux simplifiés, souvent rapportés à une opposition à base confessionnelle. Il affirme également la valorisation de l'engagement militaire par rapport aux ressources religieuses et idéologiques. La guerre a indéniablement précipité des réalignements et fait émerger de nouvelles ressources symboliques et matérielles qui brouillent les frontières entre idéaux types islamistes en reléguant au second plan des oppositions ou rivalités exprimées idéologiquement et construites historiquement.

Certes, les requalifications des termes de la confrontation en contexte de guerre sont parfois contre-intuitives comme l'attestent l'exemple des clercs salafis originaires des régions du nord critiques de « Tempête décisive » ou celui de militants salafis de Taz proches des houthistes, mais le contexte violent dissimule momentanément ces incohérences. Toutefois, il est à craindre que la polarisation induite par ces réalignements, sans être systématique, produise un effet de cliquet comme elle a pu le faire dans d'autres contextes tels que les Balkans ou le Rwanda au cours des années 1990, générant la violence de masse que l'on sait. De fait, une fois la dynamique de polarisation confessionnelle enclenchée et sa logique circulaire lancée, il risque d'être difficile de sortir d'une opposition qui se structure autour de la rivalité simplificatrice entre sunnisme et chiisme. D'autant que le contexte régional amplifie une mécanique préoccupante qui, ailleurs au Moyen-Orient comme au Yémen, occulte de façon croissante les lignes de fractures sociales, économiques et politiques. ■

56. Récit de la controverse qui a suivi la conférence des oulémas à Riyad publié par le *Huffington Post Arabi*, 23 août 2016 (<http://tinyurl.com/hujxmflk>).

Laurent Bonnefoy est politiste et arabisant, chargé de recherche CNRS au Centre de recherches internationales (CERI-Sciences Po/CNRS). Ses travaux portent sur les mobilisations islamistes et les dynamiques de politisation, particulièrement au Yémen où il a séjourné pendant quatre ans. Il a publié notamment *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity* (Londres, Hurst, 2011) et *Le Yémen. De l'Arabie heureuse à la guerre* (Paris, Fayard/CERI, 2017).
laurent.bonnefoy@sciencespo.fr

Abdulsalam al-Rubaidi est enseignant en sciences humaines à l'Université d'al-Baydha au Yémen. Il rédige actuellement une thèse de doctorat sur les identités dans la littérature yéménite contemporaine à l'Université d'Erlangen-Nuremberg, après avoir collaboré avec le Yemen Polling Center, centre de recherche indépendant (Sanaa). Il a notamment publié un ouvrage sur la poésie, *al-Nas al-ghraib fil-qasida al-'arabiyya al-haditha* (Le texte absent dans la poésie contemporaine arabe) (Sanaa, Dar al-Ghayda, 2012), et divers articles sur le soufisme et les mouvements politico-religieux au Yémen.
alrubaidi_abdulsallam@yahoo.com